

Commission : Conseil de l'UE d'Intégration, Jeunesse et Culture

Problématique : Europe terre d'accueil : quelle coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrés et réfugiés dans l'UE ?

Auteur: Lituanie

La république démocratique de la Lituanie a une superficie d'environ 65 300 kilomètres carrés et une population de 2,7 millions d'habitants, elle est donc le plus grand et le plus peuplé des États baltes. Elle compte actuellement 11 députés au Parlement européen et est membre de celui-ci depuis 2004. Notre pays est présidé aujourd'hui par Gitanas Nausėda, élu en 2019, comme candidat libre. Depuis quelques années, la situation migratoire en provenance de la Biélorussie (en particulier) a amplifié les enjeux et nécessité d'une coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrés et réfugiés dans L'Union Européenne. Notre président a exprimé la nécessité d'une réponse urgente et concertée face à la crise migratoire actuelle de notre pays, soulignant l'importance d'une action coordonnée au niveau européen pour faire face à cette situation critique.

Ces dernières années, notre pays a vécu une augmentation du nombre de migrants en provenance de la Biélorussie, de la Russie et de l'Irak qui demandent de l'asile. Donc les enjeux liés à l'accueil soudain d'un nombre plus élevé de migrants que les années précédentes ont augmenté. Ils créent ainsi une situation défavorable pour le migrant et pour notre pays qui n'a plus les moyens de les accueillir. De plus, les plus de 4 200 migrants qui sont entrés illégalement en Lituanie en 2021, (une situation inédite pour notre petit pays) posent problème. La plupart des migrants, en particulier les Irakiens, sont arrivés en Biélorussie par avion, munis de visas touristiques, avant de traverser la frontière avec la Lituanie. Ce mode d'action a mis rude épreuve nos capacités d'accueil et d'intégration, avec un nombre croissant de personnes bloquées dans des centres de rétention improvisés qui malheureusement ne couvrent pas toujours les besoins les plus basiques.

La Lituanie, consciente de l'urgence de la situation migratoire en Europe, promeut une approche collective et coordonnée au sein de l'Union européenne pour répondre à cette crise. Nous soutenons fermement un renforcement de la coopération européenne afin de mieux gérer les flux migratoires et de garantir le respect des droits fondamentaux des immigrants et réfugiés. En tant que signataire du Pacte de Dublin III, la Lituanie s'engage à examiner les demandes d'asile conformément aux principes et aux obligations énoncés dans cet accord, tout en reconnaissant l'importance d'une répartition équitable des responsabilités entre les États membres de l'UE.

La Lituanie a adopté une approche proactive pour répondre à la problématique de l'intégration des immigrants et réfugiés, en mettant en œuvre plusieurs mesures concrètes. Tout d'abord, le pays a investi dans la construction d'une clôture à sa frontière avec la Biélorussie afin de renforcer le contrôle des flux migratoires. Cette mesure vise à sécuriser les frontières tout en garantissant la sûreté et la sécurité des personnes impliquées. De plus, la Lituanie a ouvert des centres d'accueil pour héberger et prendre en charge les migrants et réfugiés arrivant dans le pays. Ces centres fournissent un refuge temporaire, ainsi que des services de base tels que la nourriture, l'hébergement et les soins de santé, contribuant ainsi à atténuer les difficultés rencontrées par les nouveaux arrivants. Parallèlement, des efforts sont déployés pour renforcer les capacités d'intégration des migrants, notamment en leur offrant un accès à l'éducation, à la santé et au marché du travail. La Lituanie reconnaît l'importance de faciliter l'intégration socio-économique des immigrants et réfugiés afin de favoriser leur contribution positive à la société. En outre, le 1er août 2022, plusieurs modifications importantes de la loi sur le statut juridique des étrangers sont entrées en vigueur en

Lituanie. Ces modifications simplifient les règles d'immigration pour les travailleurs hautement qualifiés, les étudiants et les créateurs de start-up, tout en assouplissant le fardeau administratif pour les ressortissants de pays tiers, les entreprises souhaitant embaucher des étrangers, ainsi que pour les agents de la fonction publique. Ces réformes visent à faciliter l'intégration des immigrants et réfugiés dans la société lituanienne, tout en encourageant le développement économique et social du pays.

La Lituanie se positionne comme un pays plutôt europhile, soutenant activement les efforts de l'Union européenne en matière d'intégration des immigrants et réfugiés. Nous croyons fermement en la solidarité européenne et en la coopération entre les États membres pour faire face aux défis communs. En conclusion, la Lituanie reste déterminée à contribuer de manière constructive aux débats sur l'intégration des immigrants et réfugiés au sein de l'UE, tout en cherchant des solutions durables et inclusives pour relever ces défis majeurs.